

28/02/2013



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1259

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**SÉMINAIRE DE L'ONU SUR L'ASSISTANCE AU PEUPLE PALESTINIEN:
M. BAN KI-MOON AFFIRME QUE 2013 EST UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR
LA SOLUTION À DEUX ÉTATS**

**Le Ministre palestinien des finances réclame des mesures
audacieuses de la communauté internationale pour relancer le processus de paix**

(Adapté de l'anglais)

ROME, 27 et 28 février -- Le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien a conclu ses travaux, aujourd'hui, à Rome, sur fond d'inquiétudes croissantes face au blocage du processus de paix, à la construction de colonies de peuplement et à la situation financière intenable de l'Autorité palestinienne.

Le Séminaire s'était ouvert la veille, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par un appel du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, pour que les parties s'abstiennent de toute action qui pourrait saper les perspectives de reprise des négociations de paix, aujourd'hui au point mort.

« 2013 sera une année décisive pour la solution à deux États », a lancé M. Ban, dans un message lu, en son nom, par le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco.

Pour le Secrétaire général, l'avenir des institutions palestiniennes est étroitement lié aux résultats concrets visant à atteindre la solution à deux États. L'absence de progrès tangibles ne signifierait que « souffrances, violence et instabilité dans toute la région », a-t-il dit.

Il s'est, à cet égard, déclaré profondément préoccupé par l'évolution de la situation sur le terrain, en particulier la construction des colonies israéliennes illégales et la mort, quatre jours plus tôt, du détenu Yasser Arafat Jaradat. Le Secrétaire général a réclamé une solution d'urgence pour les prisonniers palestiniens détenus en Israël.

Organisé par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien est le premier rassemblement de ce type depuis que l'Assemblée générale a accordé à la Palestine, en novembre 2012, le statut d'État observateur non membre de l'Organisation.

Réunissant des représentants de gouvernements, d'institutions des Nations Unies et de la société civile, ainsi que de hauts responsables palestiniens, le Séminaire a évalué les défis et les opportunités en matière d'assistance à un État sous occupation.

Le Secrétaire général a ainsi souligné que le Séminaire avait lieu alors que le Gouvernement palestinien faisait face à une crise financière « sans précédent » mettant en

péril les réalisations importantes dans le renforcement des institutions, obtenu ces dernières années sous la direction du Président Mahmoud Abbas et du Premier Ministre Salam Fayyad.

M. Ban a de nouveau insisté sur la nécessité pour Israël de transférer intégralement aux Palestiniens leurs recettes fiscales et douanières et a renouvelé son appel à tous les donateurs, en particulier les pays arabes, à honorer leurs engagements et à accroître leur soutien.

L'ONU, pour sa part, a poursuivi son appui au renforcement des institutions palestiniennes et a fourni une aide humanitaire cruciale en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a affirmé M. Ban. Pour répondre à des besoins humanitaires constants, les Nations Unies et leurs partenaires ont cherché cette année quelque 400 millions de dollars, l'accent ayant été mis sur l'insécurité alimentaire et la protection.

De même, est en cours d'élaboration, avec l'Autorité palestinienne, le premier Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour le Territoire palestinien occupé, un plan stratégique portant sur la période 2014-2016.

Le Président du Comité des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Abdou Salam Diallo, du Sénégal, a, au premier jour du Séminaire, fait écho aux préoccupations du Secrétaire général, en relevant que les manifestations de masse en Cisjordanie étaient le résultat direct de la politique israélienne d'occupation, d'étranglement économique et d'affaiblissement des institutions.

Dans son discours d'ouverture, le Ministre palestinien des finances, M. Nabeel Kassis, a évoqué les nombreuses opportunités qui peuvent s'ouvrir en faveur de son peuple. « Si nous travaillons ensemble pour les saisir, nous pouvons atteindre notre objectif de mettre fin à l'occupation et d'exercer nos droits inaliénables, y compris l'autodétermination et la création d'un État indépendant », a-t-il assuré.

Le Ministre a exhorté la communauté internationale à trouver les moyens de « repousser » les politiques qui ont consolidé l'emprise d'Israël sur l'économie palestinienne, expliquant notamment que l'exploitation illégale des ressources naturelles palestiniennes avait coûté à l'économie locale près de 1,8 milliard de dollars en 2010. Au total, a-t-il dit, le fardeau économique de l'occupation s'est élevé en 2012 à quelque 7 milliards de dollars.

M. Kassis a ensuite jugé important de s'appuyer sur le soutien massif exprimé par l'Assemblée générale en novembre dernier, espérant que la communauté internationale saurait contribuer à renforcer les institutions palestiniennes.

Pour le Ministre palestinien, le processus de paix peut encore être sauvé à condition d'« avancer immédiatement et de façon décisive ». Pour éviter d'atteindre le « point de non-retour », des mesures audacieuses et des changements politiques de la part de la communauté internationale sont nécessaires, a-t-il ajouté.

La Directrice de cabinet de la FAO, Mme Fernanda Guerrieri, a expliqué qu'au cours des dernières années, son organisation avait consacré de nombreux efforts en vue d'améliorer le secteur agricole et de réduire l'insécurité alimentaire dans le Territoire palestinien occupé.

Les travaux du Séminaire se sont prolongés par des tables rondes. La première, l'après-midi, fut consacrée aux conséquences de l'occupation israélienne sur la situation socioéconomique et humanitaire de la Palestine, avec les interventions d'experts tels que le Directeur des opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Robert Turner; le Codirecteur du Centre d'information Alternative à Jérusalem, M. Sergio Yahni; et le Directeur général de « Palestinian Working Woman Society for Development », M. Amal Khreish.

Le lendemain, les conférenciers se sont efforcés d'identifier les obstacles à la promotion de la croissance économique dans le contexte de l'occupation, en particulier les restrictions sur la circulation des biens et des personnes, ainsi que les possibilités offertes par les avancées de l'Autorité palestinienne dans le renforcement des institutions.

Au nombre des experts participant à cette seconde table ronde, figuraient le Coordonnateur de l'assistance au peuple palestinien, de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Mahmoud Elkhafif; le responsable du programme de gouvernance pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), M. Carlos Conde; le Président d'« Al Athar Global Consulting », M. Reham Al Wehaidy; et Mme Maria Grazia Enardu, professeur d'histoire des relations internationales à l'Université de Florence.

À la séance de clôture du Séminaire, une troisième table ronde a fait porter l'attention sur la stabilité financière de l'Autorité palestinienne, essentielle, a-t-il été dit, pour lui permettre de maintenir un engagement international et d'asseoir dans le Territoire palestinien occupé une économie viable et un développement humain durable.

Au cours de cette dernière discussion, le Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le Territoire palestinien occupé, M. James W. Rawley, a estimé qu'en dépit de la lenteur des progrès sur le plan politique, la sauvegarde de la stabilité financière et politique de l'Autorité palestinienne était une étape cruciale pour l'accélération du développement et l'amélioration des conditions socioéconomiques.

M. Rawley a ainsi énoncé trois mesures indispensables à cet égard: Israël doit cesser de retenir les recettes fiscales palestiniennes; l'Autorité palestinienne elle-même doit présenter un budget plus équilibré; et les donateurs doivent accroître leur soutien.

Au terme des travaux du Séminaire, l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations Unies, M. Riyad Mansour, a exhorté les partenaires au développement à appuyer d'une manière constructive les efforts visant à mettre fin à l'occupation.

Il est temps, a-t-il dit, de placer Israël dans une position où il ne pourra plus nier ses obligations internationales. « Si nous ne trouvons pas un moyen d'arrêter la colonisation, nous ne pourrions dès lors ouvrir la porte à un nouveau processus politique en 2013 », a prévenu M. Mansour.

* * * * *